

Vingt-quatrième Conférence du PROE

17-19 septembre 2013
Apia (Samoa)

POINT 9.4.1 DE L'ORDRE DU JOUR :

Le point sur les activités de la division Surveillance environnementale et Gouvernance conduites dans le cadre du projet du groupe Asie-Caraïbes-Pacifique (ACP) sur les Accords multilatéraux sur l'environnement (AME)

Objectifs du document

1. Informer la Conférence des activités menées par la division Surveillance environnementale et Gouvernance (EMG) depuis sa création, ainsi que de la mise en œuvre du projet ACP sur les AME.
2. Recueillir les observations de la Conférence et obtenir ses conseils concernant le travail de la division EMG.

Contexte général

3. La division EMG a été créée pour aider les ÉTIO à élaborer des cadres de gouvernance et de gestion environnementale propres à favoriser le développement durable dans le Pacifique conformément au Plan stratégique du PROE. La Division met l'accent sur le renforcement des capacités dans les domaines de l'élaboration des lois et des politiques, de la planification, du suivi, de l'établissement de rapports et de la mobilisation des ressources financières. Ce sont là des outils essentiels pour permettre aux ÉTIO de prendre de sages décisions environnementales. Le mandat de la division recoupe l'ensemble des priorités stratégiques du PROE, y compris le changement climatique, la biodiversité et la gestion écosystémique, et la gestion des déchets.
4. La division EMG aide les Membres à respecter leurs priorités nationales et à s'acquitter de leurs obligations nationales et régionales au titre des AME. À l'échelle internationale, elle aide les Membres à mieux collaborer à l'application des AME en leur prêtant assistance pour la préparation régionale de manifestations mondiales comme les Conférences des Parties, Rio + 20 et la conférence des petits États insulaires en développement (PEID) 2014. Elle contribue enfin à renforcer les capacités des Membres en matière de négociation en organisant des formations et en préparant des notes d'information.
5. Le projet ACP sur les AME, financé par l'Union européenne, est l'outil principal auquel la division EMG a recours pour la mise en œuvre de ses activités. Ce projet est coordonné par le PNUE, le PROE faisant office de plaque tournante pour le Pacifique. Les autres plaques tournantes se trouvent dans les Caraïbes et dans l'océan Indien. Le projet a pour buts de renforcer les capacités des pays ACP membres pour la mise en œuvre des AME et l'établissement des rapports y afférents, et de renforcer les capacités de la plaque tournante régionale pour la prestation de services de soutien technique. Au début de 2012, le Secrétariat a entrepris de revoir le plan de travail du projet pour faire en sorte qu'il s'harmonise parfaitement avec le programme de travail de la division EMG. L'examen à mi-parcours du projet a conclu que le PROE était la plaque tournante régionale qui avait affiché la meilleure performance tant du point de vue de la mise en œuvre des activités que de celui de la durabilité des résultats.

6. La première phase de ce projet de quatre ans, qui devait à l'origine se terminer en avril 2013, ne s'achèvera finalement qu'en décembre 2013, plusieurs partenaires ayant demandé une prolongation. Les activités de la plaque tournante océanienne ont pris fin en mai 2013, mais nous collaborons toujours avec le PNUE à la mise en œuvre de son propre volet du projet dans la région. Les partenaires ont organisé une réunion finale sur la phase 1 du projet à Bruxelles, en juin 2013, à l'occasion de laquelle il a été confirmé qu'une deuxième phase d'une durée de 4 ans débiterait en octobre 2013.

7. La deuxième phase du projet ACP sur les AME poursuivra les quatre principaux objectifs de la division EMG : a) établissement de cadres propices ; b) intégration ; c) renforcement des capacités ; d) suivi et établissement des rapports. Ces quatre objectifs sont décrits en détail ci-après.

Objectif stratégique 1 : établissement de cadres propices

8. Les Membres adoptent des lois sur l'environnement parce qu'ils ont besoin de ces outils pour résoudre de multiples enjeux environnementaux — par exemple, gestion des déchets, utilisation des pesticides, émissions provenant des combustibles fossiles, déboisement, exploitation de la faune et conservation de l'eau. Le PROE a déjà procédé à des examens de la législation environnementale d'un certain nombre de pays, y compris Nauru, les Îles Marshall (lois sur la réforme institutionnelle) et le Samoa (réglementation sur la gestion des déchets).

9. Pour assurer la préservation de nos ressources naturelles et de l'environnement, nous avons besoin de systèmes et de processus efficaces d'élaboration de politiques et de planification environnementale. Le PROE aide ses membres à renforcer leurs capacités à trois niveaux : au niveau des projets, avec les études d'impact sur l'environnement (ÉIE) ; au niveau infranational ou sectoriel, avec les évaluations stratégiques de l'environnement (ÉSE) ; au niveau national, avec les évaluations environnementales intégrées (ÉEI). Il s'emploie notamment à élaborer des directives pour aider les autorités nationales de régulation, et participe à la prestation de services nationaux de formation aux ÉIE, aux ÉSE et aux ÉEI et de services de conseils pour le traitement d'enjeux préoccupants comme l'exploitation minière des fonds marins et le changement climatique.

10. Plusieurs des AME prévoient des mécanismes de financement. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) est le principal de ces mécanismes dans la région océanienne. Or, les membres du PROE ont toujours du mal à accéder aux fonds du FEM, et le PROE s'emploie à leur venir en aide pour l'établissement de leurs priorités et la préparation des propositions nationales et régionales à l'intention du FEM. À la demande de ses membres qui souhaitent qu'il obtienne le statut d'agence d'exécution du FEM, le PROE a entamé des démarches afin de satisfaire aux exigences du FEM en cette matière. Cette question fait l'objet du point 6.2 de l'ordre du jour. Le Secrétariat a créé un groupe consultatif afin de renforcer la coordination interne des activités liées au FEM et son engagement stratégique auprès de ce dernier.

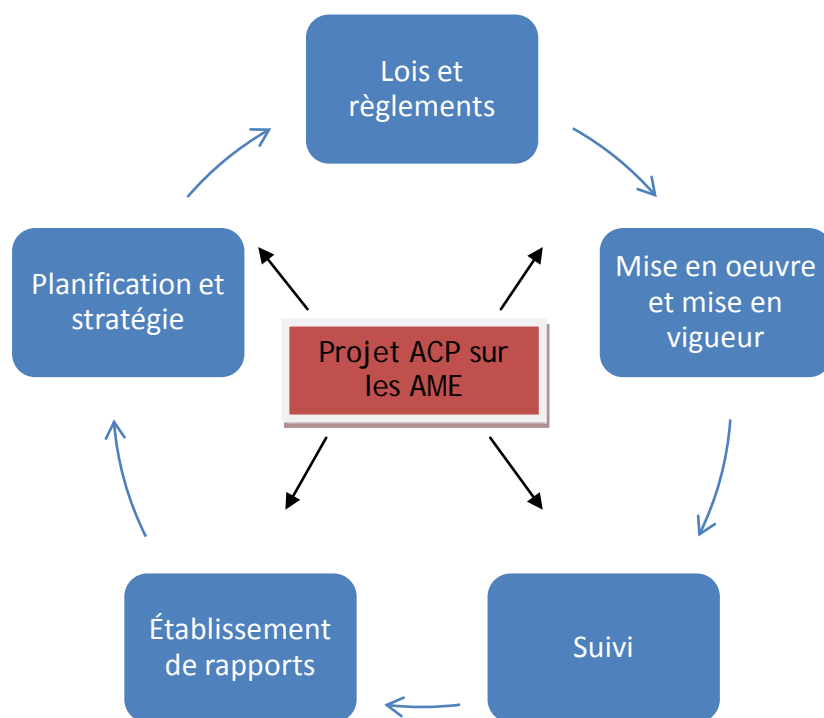
Objectif stratégique 2 : Intégration

11. Avant de pouvoir s'attaquer efficacement au dossier de l'intégration, le Secrétariat doit d'abord veiller à promouvoir une bonne gouvernance environnementale au sein même du PROE. Notre approche actuelle met l'accent sur la révision des Stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) mises en place au cours des années 1990. Il s'agit d'intégrer les nombreux plans thématiques sur les AME en un document global unique de planification environnementale nationale d'où émergera le plan national de développement ou la stratégie nationale de développement durable (SNDD). Les SNAGE fournissent également des détails sur les mesures à mettre en œuvre à l'échelle nationale pour réaliser le Plan stratégique du PROE. La division EMG a complété cet exercice avec succès à Kiribati et aux Îles Cook, et poursuit son travail aux Fidji, au Samoa et à Vanuatu.

12. Les efforts de développement durable sont coordonnés par le biais du groupe de travail du CORP sur le développement durable (SDWG) coprésidé par le PROE et le Forum des îles du Pacifique. Le SDWG coordonne le soutien apporté aux pays qui souhaitent contribuer au processus global « Rio + 20 », y compris l'aide à la préparation de la conférence des PEID de 2014 qui doit se tenir au Samoa. Il intervient auprès des Membres à titre de partenaire pour l'élaboration de stratégies nationales de développement durable (SNDD) couvrant notamment la croissance verte. Les enjeux de la parité des sexes sont pris en compte dans l'ensemble des programmes et activités.

Objectif stratégique 3 : renforcement des capacités

13. Nous intervenons principalement en offrant de l'assistance technique aux pays et en organisant des ateliers. Cette approche nous permet de renforcer les capacités nationales des pays pour permettre à ces derniers de mieux s'acquitter de leurs obligations au titre des AME — par exemple, élaboration de lois, SNAGE et rapports sur l'état de l'environnement.



14. Une proposition de projet du FEM pour le renforcement des capacités élaborée en collaboration avec le PNUE a été approuvée en décembre 2012, et nous avons obtenu les crédits nécessaires pour procéder, au cours des 18 mois subséquents, à des consultations avec les Membres en vue d'élaborer un document détaillé concernant ce projet et le programme de travail. Le projet devrait débuter vers la fin de 2014.

Objectif stratégique 4 : Suivi et établissement des rapports

15. L'aptitude des plans, politiques et lois à protéger les ressources importantes dépend de la qualité des informations diffusées à leur sujet. Les capacités en matière de suivi et d'établissement de rapports varient selon les pays : les plus petits sont fortement tributaires de l'aide des organisations extérieures, tandis que les plus grands tendent à s'appuyer davantage sur leurs capacités internes. Cependant, ces capacités ont tendance à être insuffisantes dans les ÉTIO et ont besoin d'être renforcées aux échelons national et régional.

16. Les évaluations nationales et régionales sur l'état de l'environnement constituent la pierre d'assise du cadre océanien de suivi et d'établissement des rapports approuvé par la 23^e Conférence du PROE. Elles permettent 1) d'établir des indicateurs environnementaux minimums (IEM) qui peuvent servir à long terme à mesurer les résultats et à suivre les tendances ; 2) de mettre en place des réseaux de surveillance permettant de recueillir des informations pertinentes pour les indicateurs ; 3) d'élaborer les bases de données et les outils de gestion des données utiles pour la gestion des IEM. La division EMG procède actuellement aux Fidji et au Samoa à un essai pilote de cette approche et compte achever les rapports sur l'état de l'environnement pour 2013. Elle compte par ailleurs effectuer ce travail dans plusieurs autres pays au cours des deux prochaines années et achever au moins cinq autres rapports nationaux sur l'état de l'environnement ainsi qu'un rapport régional d'ici 2015.

Projet ACP sur les AME – phase 2

17. Pour la deuxième phase du projet qui démarre en octobre 2013, le PROE a obtenu un million d'euros pour poursuivre pendant 4 années supplémentaires l'aide qu'il a offerte aux pays membres pendant la première phase du projet. L'UE souhaite que cette phase du projet mette l'accent sur la biodiversité et sur la gestion des déchets. Nous envisageons à cette fin divers types d'activités : examen et reformulation des SNAGE et des rapports sur l'état de l'environnement ; mise en place de bases de données environnementales ; renforcement des ÉIE. Le PROE mène actuellement des négociations avec d'autres partenaires en vue d'accroître l'aide offerte pour des activités de gestion des produits chimiques et de planification de la biodiversité dans la région.

Recommandation

18. La Conférence est invitée à :

- **prendre note** des activités menées par la division EMG au cours de la phase 1 du projet ACP sur les AME ;
- **prendre acte** des secteurs d'intervention proposés pour la phase 2 ;
- **donner des conseils** sur la façon dont la division EMG pourrait améliorer les services fournis aux Membres.